

TRIBUNE

Ce que les Français nous ont rappelé aux régionales

Respectons l'engagement de 2007

Par PHILIPPE MEUNIER député UMP du Rhône

La crise mondiale ne saurait expliquer à elle seule l'échec électoral de la majorité présidentielle. Par son vote et son abstention, le peuple a signifié par trois fois (élections municipales, européennes et régionales) son intention de voir ses attentes prises en compte pour son avenir et celui de ses enfants. Il faut donc commencer par mettre fin à un certain "parisianisme politique bien-pensant" qui souhaite imposer sa vision à la nation. Les Français nous l'ont souvent rappelé, et à juste titre, au cours de cette campagne électorale.

Notre peuple a une identité et il exige qu'elle soit respectée. Nous sommes culturellement des Gaulois et nous en sommes fiers. Cela ne signifie pas vouloir se recroqueviller sur soi ou avoir une vision ethnique étriquée du peuple français. Au contraire, cela marque l'affirmation d'une chance d'exister dans une mondialisation qui tend à niveler les peuples et les nations.

Exprimer la fierté d'être français, c'est exprimer la fierté de notre identité culturelle. Le peuple français souhaite que son identité soit respectée en rappelant, notamment à tous ceux qui résident sur notre territoire national, la nécessité absolue de respecter notre histoire et nos traditions populaires. Nous ne voulons pas du communautarisme et encore moins transiger sur la liberté, la laïcité et l'égalité des sexes.

L'identité du peuple français, c'est aussi sa cohésion et un équilibre social. Ouvrier, agriculteur, artisan, commerçant, salarié, patron, nous sommes tous des Français. Grâce au général de Gaulle, la France a pu faire renaître une industrie forte et une agriculture performante. Il est hors de question de laisser tomber l'une ou l'autre, ni les objectifs fixés par le Conseil national de la Résistance. Cela doit être une priorité absolue pour la majorité présidentielle.

Après le verbe doit venir l'action. Agir pour l'emploi, agir pour régler la question de la sécurité, agir pour arrêter l'immigration de peuplement, telle doit être notre ligne politique.

Agir pour l'emploi et par conséquent le pouvoir d'achat, c'est mettre fin à ces 35 heures qui ont cassé non seulement notre économie mais également le moral de nos concitoyens. Pour ce faire, un accord gagnant-

gagnant devra être trouvé avec l'ensemble des partenaires sociaux. Faute d'accord, il faudra prendre nos responsabilités. Il faut aussi arrêter de faire peser des contraintes

supplémentaires sur les ménages français et sur la compétitivité des seules entreprises françaises, avec la taxe carbone. En effet, celle-ci doit concerner avant tout les produits qui ont parcouru des milliers de kilomètres pour être vendus dans les hypermarchés. Elle doit être instituée aux frontières de l'Union européenne. Les produits importés devront également participer au financement de notre protection sociale. Il faut aussi retrouver un patriotisme économique qui fait cruellement défaut et surtout payer correctement les salariés. La mondialisation n'excuse pas tout.

Agir pour la sécurité, c'est prendre les mesures nécessaires pour punir, afin de mettre hors d'état de nuire, ceux qui s'imaginent pouvoir frapper impunément les plus faibles d'entre nous. Les peines de prison doivent ainsi être appliquées. Les délinquants étrangers arrêtés et condamnés devront être expulsés du territoire national une fois leur peine purgée. Cela évitera un certain nombre de récidives.

Agir pour stopper l'immigration de peuplement, c'est préserver la paix civile et notre système de protection sociale, faute de quoi les digues finiront par céder devant les extrémismes de tous bords. Il n'y a pas d'autre choix si nous voulons réussir à assimiler tous les Français récemment naturalisés car, nous le savons tous, en ce domaine, l'échec est patent.

Les trois derniers scrutins doivent être pris en compte. C'est la raison pour laquelle il est temps de retrouver et de mettre en œuvre l'ensemble des engagements présidentiels de 2007. Nous sommes convaincus que seuls les fondamentaux d'une droite populaire et républicaine, à l'écoute de tous les Français, peuvent redonner à la France son courage et son dynamisme.

Les députés UMP cosignataires : Yves Albarello (Seine-et-Marne), Claude Bodin (Val-d'Oise), Jean-Pierre Decool (Nord), Nicolas Dhuicq (Aube), Sauveur Gandolfi-Scheit (Haute-Corse), Jean-Paul Garraud (Gironde), Christophe Guilloteau (Rhône), Marc Le Fur (Côtes-d'Armor), Jacques Myard (Yvelines), Yanick Paternotte (Val-d'Oise), Jacques Remiller (Isère), Patrice Verchère (Rhône) et Michel Voisin (Ain).



"Mettre fin à un certain parisianisme politique bien-pensant qui souhaite imposer sa vision à la nation."